

catégorie «C», mais que des biens de la catégorie «A» d'une valeur de \$5,000 sont disponibles, disons, en produits agricoles qui se trouvent encore relativement bien répartis entre les produits de la catégorie «C» et la somme versée pour les produire, les qualités requises et les salaires en cause étant égaux.

Il faut faire disparaître les mesures punitives que constituent les tarifs et élargir cet accord concernant l'industrie automobile, non pas industrie par industrie, mais selon des principes généraux. Si l'on donnait suite à ma proposition, les tarifs disparaîtraient; à leur place, il n'y aurait que des stimulants des échanges commerciaux. Ou bien, les droits de douane versés normalement au gouvernement seraient payés à l'exportateur comme stimulant supplémentaire et, avec le temps, un équilibre s'établirait. Personne au sein du GATT ou ailleurs ne nous blâmerait. Nous ne voulons exploiter personne. Nous voulons tout simplement faire comme les autres et exporter et importer des produits, non pas en fonction de leur valeur monétaire, mais en fonction des heures-hommes et de la compétence. Nous voulons être justes envers les autres; nous ne voulons exploiter personne. La seule façon d'assurer l'emploi convenable de nos ressources naturelles est de fabriquer les articles appropriés à notre formation, à nos ressources et à notre compétence, et d'importer les marchandises mieux fabriquées ailleurs.

Je dirai en terminant, monsieur l'Orateur, que cet accord me semble un premier pas dans la bonne voie. Je ne doute pas qu'avec le temps, d'autres mesures semblables seront présentées relativement à d'autres industries. Étant donné, cependant, que nous ne pouvons avoir 1,000 ou 10,000 accords pour diverses industries, il nous faut une politique générale. Nous devons maintenir le principe auquel le gouvernement libéral s'est toujours conformé, celui de tendre vers le libre-échange, mais un libre-échange équitable. La seule façon d'y parvenir est de tâcher de planifier nos importations et nos exportations, non pas en fonction de leur valeur monétaire, ni en fonction de nos ressources naturelles, en échange de produits ouvrés, mais en fonction des heures-hommes et des talents nécessaires pour fabriquer ces articles.

Je suis tout à fait en faveur de cet accord. Je sais que les Canadiens le verront d'un bon œil. Je pense que l'idée dont s'inspire cette mesure pourrait être étendue à d'autres industries de façon qu'un jour, une nouvelle conception de la balance commerciale donne lieu à l'élaboration d'une politique générale.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je parle de cet accord non

[M. Otto.]

pas comme député dont le comté est touché au point de vue de l'emploi, mais parce que je veux examiner cet accord sur l'automobile au point de vue de ses conséquences lointaines.

Je dois dire que je regrette qu'on ait attendu près de 15 mois avant de soumettre l'accord au Parlement. Je n'ai pas besoin de revenir sur ce que l'honorable député de Wellington-Sud et l'honorable député de Danforth ont dit concernant le secret qui a entouré la signature de cet accord. On a dit que le ministre ne voulait rien dire à ce sujet parce qu'on était en train de négocier. A un certain moment, on prévoyait que l'accord pourrait être soumis au Parlement l'automne dernier. Évidemment, nos prévisions ont été faussées par les élections inutiles, et la mesure a été victime de cette malencontreuse aventure.

Maintenant, quinze mois après l'entrée en vigueur de cet accord, le gouvernement demande à la Chambre de l'approuver sans mot dire. C'est ce qui me répugne. On nous demande d'approuver l'accord sans mot dire sous prétexte que, si la Chambre le rejette, des douzaines d'industriels et des milliers de travailleurs en subiront un préjudice parce qu'ils se sont fiés aux mesures adoptées en vertu de l'accord avant sa ratification au Parlement. C'est du chantage peu subtil envers la Chambre. On force la Chambre à adopter cet accord sous la menace de la matraque. Comme principe, c'est mauvais, quelles que soient les conditions de l'accord, bonnes, mauvaises ou insignifiantes.

Ce que je reproche vivement au gouvernement, c'est de n'avoir pas présenté plus tôt cet accord au Parlement. Il n'était pas nécessaire de le remettre à plus tard. Nous aurions dû en faire l'étude en juin dernier. D'autres choses sont intervenues, qui n'étaient pas nécessaires.

Cela dit, je ne veux pas reprendre les points déjà soulevés par les autres députés au sujet du bouleversement de la main-d'œuvre, des objectifs contraires poursuivis par le gouvernement en gardant la taxe de vente sur les machines de production et les droits d'entrée sur ces mêmes machines. De fait, quant à l'achat de machines, nous les payons plus cher à cause de la dévaluation du dollar dont le gouvernement n'est pas responsable. Mais c'est le problème auquel nos fabricants doivent faire face. En disant que l'écart entre le prix de revient et le prix de vente des automobiles va diminuer ou disparaître, nous